

L'ouverture du capital de La Poste devant le Parlement à la rentrée

(AFP) – Il y a 15 heures

PARIS — Le texte ouvrant le capital de La Poste sera présentée au Parlement à la rentrée, a déclaré jeudi Christian Estrosi après une rencontre avec les syndicats, dont quatre ont ensuite souhaité une journée de manifestations et de grèves en septembre.

Le texte "sera présenté en Conseil des ministres le 29 juillet et déposé devant le Parlement à la rentrée", selon un communiqué du ministre de l'Industrie.

Il a confirmé que le gouvernement voulait "faire évoluer le statut de La Poste d'établissement public en société anonyme détenue intégralement par des personnes publiques".

"Les quatre missions de service public de La Poste que sont le service universel du courrier, l'aménagement du territoire, l'accessibilité bancaire et la distribution de la presse seront confortées par la loi et dotées d'un financement pérenne et transparent", a-t-il ajouté.

"Pas de scoop dans ce nouveau rendez-vous avec le ministre", a commenté la CGT dans un communiqué jeudi. Les propos du ministre "qui se voulaient rassurants nous ont laissé sur notre faim", a renchéri la CFTC.

"Outre le danger inéluctable d'une privatisation rampante, liée en partie à la nature juridique de la future société anonyme qui inscrit dans la loi des dérogations aux SA courantes, ces dérogations posent un risque sérieux sur des éventuels recours juridiques", a ajouté la CFTC.

"Il a dit qu'il veut nous revoir en septembre, après l'examen par le Conseil des ministres, mais nous avons trouvé un peu peu bizarre qu'il compte sur le débat parlementaire pour faire des modifications", a déclaré à l'AFP Régis Blanchot (Sud PTT).

FO Communication a demandé, elle, un audit de la Cour des Comptes, "pour connaître la situation exacte au plan financier" de La Poste.

Dans l'après-midi, les cinq principaux syndicats de postiers (CGT, CFDT, Sud, FO et CFTC) ont voté contre la réforme, lors de la consultation organisée par le Conseil supérieur de la fonction publique, a indiqué à l'AFP Colette Duynslaeger (CGT-Poste).

CGT, SUD, FO et CFTC ont appelé ensuite, dans un communiqué commun, les postiers à "poursuivre, sans attendre et durant tout l'été, les mobilisations unitaires engagées pour que le gouvernement renonce à tout projet de privatisation" et à "créer les conditions d'une nouvelle grande journée nationale unitaire de grèves et de manifestations dès le mois de septembre".

Copyright © 2009 AFP. Tous droits réservés. [Plus »](#)